



## Sarah El Haïry : "La jeunesse doit être une priorité pour tous les membres du gouvernement"



La secrétaire d'Etat à la Jeunesse, Sarah El Haïry, le 4 juillet 2022.

Ludovic MARIN / AFP

Article Abonné

**L'Express : Vous venez, à nouveau, d'être nommée secrétaire d'Etat chargée de la Jeunesse le 4 juillet dernier. La question s'est beaucoup posée et des inquiétudes se sont même exprimées : pourquoi la Jeunesse est-elle désormais, en partie, sous la tutelle des Armées ?**

**Sarah El Haïry :** Dans sa déclaration de politique générale, la Première ministre a souligné combien la jeunesse est au cœur de notre action et de nos priorités. La nouveauté de ce mandat qui m'est confié, c'est effectivement cette double tutelle qui, je le dis et le répéterai, est une chance réelle. Elle signifie quoi ? La volonté de réunir toutes les forces en présence pour accompagner les jeunes : je suis en charge du Service National Universel, du périscolaire, de l'extrascolaire... On met le paquet pour permettre aux jeunes de trouver une formation civile, civique et professionnelle, afin de les aider à trouver leur propre chemin et à construire leur vie.

La double tutelle permet un déploiement plus large de certains engagements, dont le Service National Universel, qui a accueilli en 2022, 40 000 jeunes volontaires : on connaît la capacité des Armées dans la gestion logistique et organisationnelle. Il faut davantage y voir une somme de nouvelles opportunités et de nouveaux moyens pour accompagner les jeunes. J'ai pour habitude de dire que le Service National Universel est le meilleur des trois mondes : l'éducation, l'engagement associatif et les corps en uniforme. Désormais, mon secrétariat d'Etat en est l'incarnation.

**Le ministre de l'Education nationale Pap Ndiaye a déclaré au Sénat qu'il y avait "des difficultés d'organisation relative au Service National Universel", Mediapart et Rue89 ont révélé qu'une centaine d'adolescents avaient subi une punition collective de cent pompes la nuit tombée... Comment perfectionner ce SNU ?**

Je condamne très fermement les événements qui se sont déroulés dans le centre SNU de Strasbourg. Les décisions nécessaires ont été prises et les deux encadrants mis en



cause n'étaient plus en exercice dès le lendemain. Ces faits ne sont en aucun cas dans l'esprit du projet que nous portons, et nous serons toujours d'une extrême vigilance.

Plus largement, le SNU est un projet ambitieux dont les premières expérimentations se sont déroulées pendant ces deux années de crise sanitaire. Une telle montée en charge logistique, dans une période aussi complexe, rencontre évidemment des obstacles et c'est pourquoi le ministre de l'Education nationale l'a souligné devant le Sénat. C'est l'essence même de ces phases d'expérimentation que de constater ce qui marche et ce qui marche moins bien, ce qui est à améliorer. Dès fin juillet, je réunirai les différents acteurs du SNU afin de réaliser un retour d'expérience de ces séjours pour continuer sans relâche à construire et perfectionner ce dispositif.

**Durant la crise aiguë du Covid, les jeunes ont été particulièrement touchés. Puis la France, et ses responsables politiques avec, ont presque découvert les longues queues d'étudiants attendant l'aide alimentaire un peu partout dans le pays... Quelle sera votre ligne directrice durant ce quinquennat pour cette jeunesse ?**

On sait très bien que ce qui permet de s'émanciper, de ne pas subir la précarité, c'est d'avoir un travail, une formation, pour vivre dignement. Cela étant dit, il faut répondre aux urgences immédiates ! Ça passe par la revalorisation des bourses dès cette rentrée, le maintien du repas à un euro pour les étudiants boursiers, une aide exceptionnelle de 100 euros pour les étudiants les plus modestes, le renouvellement du gel des frais d'inscription à l'université et des loyers en résidence universitaire. Et, je crois que c'est essentiel, par l'accompagnement des étudiants qui travaillent avec la prime d'activité augmentée de 90 euros par mois. Sur les 2,7 millions d'étudiants, 1,5 million, plus de la moitié, pourront bénéficier à la rentrée 2022 d'une ou de plusieurs mesures, pour pouvoir étudier dans de bonnes conditions et répondre aux conséquences de l'inflation que nous connaissons en ce moment. Mon job est de maintenir et de renforcer l'égalité des chances. C'est la boussole que m'ont donnée le président de la République et la Première ministre : que chaque jeune puisse trouver les moyens de s'émanciper, de faire en sorte que les destins ne soient pas écrits à l'avance. Et ça, ça passe aussi par la mobilisation de toute la communauté scolaire, les associations, et les élus locaux.

**Vous êtes conscientes que les attentes sont très fortes, le président de la République a beaucoup parlé de cette jeunesse dans sa campagne présidentielle...**

On ne part pas de rien. Avec Elisabeth Borne, à l'époque au ministère du Travail, nous avons porté le programme "1 jeune, 1 solution", qui a permis à quatre millions de jeunes de bénéficier d'une formation professionnalisante, de trouver sa solution. Au sortir du quinquennat précédent, nous avons le taux de chômage des jeunes le plus bas depuis 40 ans ! J'ai toujours refusé cette expression de génération sacrifiée mais oui, elle a fait des sacrifices, et de nombreux c'est une réalité, elle a donc vocation à être encore plus accompagnée. Sur chaque texte de loi, chaque décision gouvernementale, elle doit être un aiguillon.

**Comme l'avait déjà prévu Manuel Valls en 2016 avec la clause d'impact jeunesse...**

Il faut absolument généraliser et systématiser cette clause d'impact jeunesse. J'en serai la garante : elle doit être une priorité pour tous mes collègues. Logement, transports, économie, formation professionnelle : aucun projet de loi ne doit pouvoir se faire sans intégrer la dimension "jeunesse". De la même manière, durant la présidence française de l'Union européenne, nous avons renforcé le "Youth impact", une clause semblable au niveau européen.

**Un fait majeur, grave, vous concerne également : 75% des jeunes de 18 à 25 ans ne sont pas allés voter aux dernières élections législatives. Comment endigue-t-on ce délitement démocratique, cette crise de confiance envers les élus,**



## les institutions, et la politique en général ?

On est en train de construire un chemin de citoyenneté. Voter, ça s'apprend. Comment peut-on renforcer ce parcours ? Bien sûr l'école, avec l'éducation civique et morale consolidée dans les programmes, le parcours citoyen, la démocratie collégienne et lycéenne a un rôle central à jouer. Ensuite, on a un nouveau temps fort, le Service National Universel, qui a pour vocation de réconcilier l'engagement citoyen et politique des jeunes, en renforçant notamment la connaissance de nos institutions et de notre démocratie. Chaque jeune doit prendre conscience de son rôle, son pouvoir, et nous ne devons pas nous habituer au fait que l'abstention est la première gagnante chez les 18-25 ans. Près de neuf jeunes sur dix s'étaient abstenus aux élections régionales et départementales de 2021 !

La démocratie doit être une cause à part entière. C'est un muscle, si on ne le travaille pas, si on ne le développe pas, il s'atrophie. Nos élections doivent redevenir des rendez-vous pour les jeunes. D'où l'importance de la clause d'impact jeunesse pour qu'ils se sentent écoutés et représentés. Lors de mes déplacements, un certain nombre d'entre eux me disaient "Il faut supprimer les emballages plastiques, les pailles !", je leur répondais que c'est par la loi que nous les avons interdits. C'est du concret. C'est par le vote que les engagements deviennent réalité et que l'on transforme la vie quotidienne. Pour les jeunes, il n'y a que l'action qui compte. Je laisse aux oppositions les intentions et les grandes déclarations.

### **A l'Assemblée nationale, suite à la déclaration de politique générale d'Elisabeth Borne, Marine Le Pen a salué votre courage et votre arrivée au sein du gouvernement, qui selon elle "contrebalance l'invraisemblable nomination du wokiste Pap Ndiaye". Comment prenez-vous cet hommage ?**

Franchement, personne n'est dupe devant la tentative de déstabilisation de Marine Le Pen, qui essaie de créer des oppositions au sein du gouvernement. Il ne faut y voir qu'une manoeuvre politicienne. On n'attendait rien de plus de sa part. Et ça ne méritait pas de réponse de la mienne. Mon premier engagement politique s'est fait contre l'extrême droite, et depuis mon élection en 2017 en tant que députée, je n'ai cessé de m'élever contre ses idées.

### **On a bien compris qu'il s'agissait d'un baiser de la mort de la part de Marine Le Pen, mais la nomination de Pap Ndiaye, si différent idéologiquement de Jean-Michel Blanquer dont vous êtes proche, ne révèle-t-elle pas un manque de ligne directrice ? voire un coup tactique du président de la République pour séduire l'électorat de gauche ?**

Avec Pap Ndiaye, notre ligne est de porter le projet du président de la République. Nous travaillons, main dans la main, exclusivement pour les élèves et la jeunesse. Oui, le premier acte de Mme Le Pen est de tenter de créer de la distance entre nous avec de l'outrance. Pour son premier déplacement, le ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse a rendu hommage à Samuel Paty en se rendant dans son collège, un premier acte - symbolique et républicain. Je reconnais sa volonté de bâtir une école de la République encore plus forte, basée sur encore plus d'égalité réelle, de méritocratie. Notre ambition, avec Pap Ndiaye et Sébastien Lecornu, est de donner aux jeunes le plus de voies possibles pour être heureux dans leur vie d'aujourd'hui et de demain. J'ai conscience de nos histoires différentes, mais on les met en commun pour que cela réussisse.

### **Les députés LFI, RN et LR ont massivement voté contre l'article 2 du projet de loi sanitaire, qui prévoyait la possibilité d'imposer un passe sanitaire aux frontières, et sont parvenus à le supprimer du texte. Peut-on vraiment parler d'une première preuve d'entente entre LFI et le RN, comme beaucoup de membres de la majorité**



**le disent, alors que leurs positions étaient connues de longue date ?**

Je le dis très simplement : ils viennent de prouver que leur priorité n'est pas de protéger les Français. Par leur vote, ils les mettent en danger. Il y a eu plus de 150 000 morts du Covid dans notre pays, on voit en ce moment une remontée des contaminations : alors même que l'urgence est de se donner les moyens de lutter contre cette épidémie et de lutter pour le pouvoir d'achat, ils se sont alliés pour faire un coup politique. Je suis députée, j'ai été réélue, je suis une élue locale, dans l'opposition de mon conseil municipal, j'essaie de proposer, de construire... Mardi, j'ai vu à l'Assemblée l'extrême droite se lever et applaudir, et l'extrême gauche faire de même. Ils célébraient tous les deux, côte à côte. C'est une image qui m'a choquée.

